

30 Janvier Tous à la Manif

13h30 Denfert-Rochereau

Rendez vous Versailles devant Monceau Fleurs

L'avenir du métier vaut bien qu'on y consacre une après-midi

I l'enjeu : quel métier demain ?

Les « réformes » gouvernementales vont au-delà des suppressions de postes qui s'y articulent étroitement.

Il s'agit de passer d'un métier à un autre

- D'un **métier de concepteur qualifié**, avec l'autonomie de son exercice (déroulé du cours, évaluation des élèves) dans le cadre des programmes nationaux.
- A un **métier d'exécutant** étroitement soumis aux hiérarchies locales pour appliquer des procédures élaborées sans son avis : le livret de compétences en collège illustre ce projet réducteur où les enseignants seraient réduits à porter des croix sur une grille !!

Un tel « métier » serait évidemment largement dévalorisé sur le plan des **conditions de travail** (heures supplémentaires, définition tatillonne des « tâches » pour des exécutants) **et des salaires** : faut il rappeler que la catégorie A de la fonction publique correspond à des fonctions de conception ? La dévalorisation salariale, déjà si marquée, ne pourrait que s'amplifier.....

II mettre en échec la politique de casse de l'Education, c'est possible

1) Le pouvoir s'évertue à imposer l'idée que tout est « plié ».

Il peut compter pour cela sur la complaisance des principaux médias qui occultent les réformes, et les réactions face à celles-ci, ou en présentent une image totalement déconnectée du contenu réel.

- Des organisations comme le Sgen et l'Unsa servent de caution dans cette partition en censurant complètement le fait que les organisations qui ont refusé les réformes au dernier Cse représentent 80 % des personnels.
- Le Monde écrit ainsi le 15 février « Une **seule (?)** des **trois (?)** organisations des enseignants du secondaire dénonce la réforme ». et titre sur un sondage commandé par le ministère « Les parents approuveraient la réforme du lycée » omettant de préciser que dans ce sondage CSA (<http://www.csa-fr.com/dataset/data2010/opi20100106-les-francais-et-la-reforme-du-lycee.pdf>) à la question « *et vous savez précisément ce dont il s'agit* » **16 % seulement** des « sondés » répondent oui.

La réponse à des questions qui ne sont qu'un emballage de propagande, dans une présentation totalement contradictoire avec la réalité du dispositif ministériel ne prouve qu'une chose : Luc Chatel est un illusionniste de talent.

- **Le discours sur la dette** tend à culpabiliser tous ceux qui travaillent dans les services publics comme les usagers, en occultant le fait que ce sont **les ressources**, en recul du fait à la fois de la récession et des cadeaux faramineux faits depuis 20 ans aux plus riches et aux grandes entreprises, qui sont à l'origine de l'explosion de la dette et non pas **les dépenses** qui stagnent ou baissent.
- L'opinion publique en fait est inquiète des menaces sur les services publics et plutôt solidaire de ceux qui agissent pour les préserver cf baromètre Viavoice Fsu
http://www.fsu.fr/IMG/pdf/actu_100121_Barometre_contexte_social_Viavoice_FSU_Janvier_2010.pdf : **69% des sondés trouvent la journée de grève du 21 Janvier « justifiée dans le contexte actuel »**
Pour autant l'opinion publique, dans l'ignorance des dispositifs précis mis en œuvre, peut être leurrée par la propagande gouvernementale.

2) rétablir la vérité , faire basculer l'opinion publique, les parents, les lycéens

Le contenu concret des réformes sur quelques points essentiels est assez facile à démontrer : **l'effet d'affichage ne résiste pas à l'analyse**. C'est pour cette raison qu'il est déterminant de construire le débat avec les personnels, les parents, les lycéens sur la réalité des réformes des lors qu'on fait l'effort pour informer et débattre. Le ministère préfère en rester à un simulacre de concertation et pour cause :

- **L'accompagnement pédagogique** de deux heures « *personnalisé* » = deux heures pour une classe de 35 (*personnalisation ??*) : soit 1h pour des demi groupes, ½ h pour des groupes de 8 ou 9, etc.
- **Le tronc commun en première** qui permettrait de changer de série en première : les dominantes de série étant évidemment hors de ce tronc commun, le changement de série est illusoire, comme il est illusoire de croire qu'un stage de 15 jours dans l'été va compenser un enseignement non suivi toute une année
- **L'autonomie des établissements et des équipes** : en fait tout le pouvoir est donné aux chefs d'établissement. **Tout est fait pour reporter le plus tard possible l'information sur les conditions concrètes de la rentrée** (circulaire interne du SNPDEN ,syndicat des chefs d'établissement, note de Chatel aux recteurs): recommandation de n'examiner maintenant que les créations/ suppressions de postes , renvoi à plus tard **du reste** , notamment la répartition entre les disciplines, l'accompagnement en seconde, la répartition des 10h30 de dédoublements /modules en seconde... **Il s'agit d'éviter le plus longtemps possible ce qui fâche** et d'afficher qu'il n' y aura pas de pertes de moyens **pour cette année** (ce qui est tout à fait contradictoire avec le budget et ce que l'on sait de l'enveloppe rectorale)**sans que cela puisse être vérifié sur place**.
- **Dès septembre , les néo-recrutés à 18 h dans les classes ?**
Le Rectorat de Versailles refuse de répondre. L'information est confirmée dans plusieurs académies, dont Créteil et Paris. Pour faire face à la pénurie de personnels qu'il a lui-même généré par la baisse des recrutements aux concours et qui se manifeste en particulier par l'impasse faite sur le remplacement, le pouvoir fait flèche de tout bois : mettre les stagiaires à 18 h sur les deux tiers de l'année, les libérer une partie de l'année et pourvoir au remplacement en faisant appel à des étudiants en M2, à des professeurs des Ecoles, à des « jeunes retraités ».....

Nous pouvons montrer que les réformes, bien loin de porter remède aux difficultés actuelles, bien loin de lutter contre l'échec scolaire, vont, notamment par le biais de la gestion locale, considérablement amplifier les inégalités sociales et territoriales, et aboutir à une dégradation lourde des contenus enseignés.

Derrière la casse de notre métier et de nos statuts, **c'est la démolition du service public**, facteur d'égalité pour notre société, qui est en route.

3) une vaste campagne d'information

- Il s'agit de s'adresser aux parents (et notamment aux parents de troisième qui vont les premiers faire les frais de la réforme des lycées) et aux lycéens, plus globalement à la population.
- Des tracts, des affiches** vont être disponibles pour des diffusions devant les établissements, dans les villes, marchés gares ; les sections départementales vont prendre des initiatives en ce sens
- Des réunions** doivent être mises sur pied partout (avant vacances février) : les responsables du S3 et des S2 sont disponibles pour vous apporter toute l'aide utile.
- **Les demi-journées banalisées** en lycée doivent être l'occasion pour dénoncer les réformes dans toutes leurs dimensions
 - **La transparence** doit être exigée sur les répartitions de moyens par disciplines et divisions pour la rentrée : ces informations ne sauraient rester du domaine réservé du chef d'établissement.

Exprimer nos exigences tous ensemble

Pour que cette campagne ait l'impact maximal, pour que la légitimité de notre action ne puisse être contestée, c'est toute la profession qui doit exprimer avec clarté notre refus des réformes, notre exigence d'autres perspectives.

Pour cela, si ce n'est déjà fait, signez

1. la pétition sur la réforme des lycées et la réforme EPLE
<http://www.pascettereformedeslycees.org/>
2. La pétition sur les livrets de compétences collèges http://www.snes.edu/Livret-de-competences-lettre.html?titre_actu=0

Et participer massivement à la Manifestation Nationale Samedi 30 janvier

Il est clair que la Région parisienne a une responsabilité particulière pour la réussite de cette journée

C'est pourquoi nous faisons appel à chacun de vous